



Commission de l'autonomie de la personne et de la silver économie

1324 - Rénovation et accroissement du parc privé

Aide départementale à l'adaptation du logement en faveur des personnes handicapées et/ou âgées

Rapport n° CP/2016/133

Service gestionnaire :

L540 - Service Amélioration de l'habitat privé et lutte contre la précarité énergétique

Résumé :

Le présent rapport concerne les demandes d'aide financière présentées par divers particuliers dans le cadre du dispositif départemental d'aide à l'adaptation du logement en faveur des personnes handicapées et/ou âgées mis en place lors de la réunion du Conseil Général du 12 décembre 1995.

A ce titre, 52 dossiers sont présentés dans les annexes au rapport.

Les conditions d'intervention du Conseil Départemental du Bas-Rhin sont les suivantes :

- En ce qui concerne l'opération, les travaux à réaliser doivent avoir pour objet de conditionner ou faciliter le maintien à domicile de la personne.

Les travaux susceptibles d'être subventionnés concernent les sanitaires (douche, WC...), la suppression de seuils, l'élargissement de portes, l'installation de chauffage central dans un logement déjà occupé (remplacement d'un moyen de chauffage inadapté), la pose de volets électriques, etc.

Les travaux de valorisation du patrimoine, de même que les aides techniques (fauteuils roulants, déambulateurs, matériels et équipements spécifiques, etc.) sont exclus de ce dispositif.

La pertinence des aménagements prévus est appréciée à partir d'un diagnostic préalable et d'un contrôle de conformité après réalisation de l'opération. Ces vérifications sont assurées dans le cadre de la mise en œuvre du suivi-animation du programme d'intérêt général Adapt'Logis 67 et par des équipes spécialisées, sous la coordination de l'unité de fonds de compensation du handicap de la maison départementale des personnes handicapées.

- En ce qui concerne le demandeur, ses ressources ne doivent pas dépasser 105 % du plafond des ressources des prêts locatifs social (PLS). Dans tous les cas, les ressources prises en compte sont celles de l'ensemble des occupants du logement concernant l'avant-dernière année précédant celle de la date de dépôt du dossier.

La subvention s'élève au maximum à 3 600 € soit 30% du coût des travaux, plafonnée à 12 000 € pour les ménages dont le montant des ressources se situe en dessous des plafonds des propriétaires occupants très sociaux de l'agence nationale de l'habitat (ANAH).

Elle s'élève au maximum à 1 350 € pour les ménages qui se situent au-dessus de ces plafonds et en dessous de 105% des plafonds de ressources du prêt locatif social (PLS).

Dans le cadre de ce dispositif, j'ai l'honneur de vous soumettre 52 dossiers d'adaptation du logement pour les personnes âgées et/ou handicapées, correspondant à un engagement du Conseil Départemental à hauteur de 71 292.00 €.

Le montant des crédits de paiement susceptibles d'être mobilisés en 2016 s'élève à 14 258.40 €.

Ces subventions émanent à l'AP REHAPARPRI 2015/2 « R 2012 Amélioration habitat »
Montant de l'AP : 6 900 000 €
Montant disponible sur l'AP : 6 166 093 €
Crédits proposés : 71 292 €

La présente action se fonde sur l'article L.3232-1-1 du Code général des collectivités territoriales modifié par la loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Elle repose également sur la loi 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ainsi que sur les articles L.3211-1 du code général des collectivités territoriales et L.312-2-1 du code de la construction et de l'habitation

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La commission permanente du Conseil Départemental, statuant par délégation et sur proposition de son président, décide d'attribuer des subventions d'un montant total de 71 292 € aux bénéficiaires figurant aux tableaux annexés à la présente délibération, dans le cadre du dispositif départemental d'aide à l'adaptation du logement en faveur des personnes handicapées et/ou âgées.

Strasbourg, le 16/03/16

Le Président,



Frédéric BIERRY